



## L'INDUSTRIALISATION DE LA VILLE DE BUTEMBO : UN DYNAMISME FREINE PAR LES GUERRES DITES DE LIBERATION

Bruno Paluku SARATA

Assistant à la Faculté des Sciences  
Economiques à l'U.C.G.

### Résumé

*Ce travail est une réflexion sur une des façons de rentabiliser les capitaux tout en contribuant au développement socio-économique de la région d'action et du pays en général. Les hommes d'affaires de Butembo, les détenteurs des capitaux ont en effet, pour la plupart, tendance à croire que seuls l'achat et la revente des produits manufacturés constituent des activités rentables. Certes le secteur commercial fait réaliser plus rapidement le profit plus grand que dans d'autres secteurs. En cette période de guerre, les activités commerciales piétinent. Certains opérateurs économiques ont perdu leurs capitaux et/ou continueront à les perdre ; d'autres ont vu leurs chiffres d'affaires baisser sensiblement. Ainsi, faut-il penser à une autre façon de rentabiliser ses capitaux ou alors le surplus des capitaux provenant du commerce. Cette nouvelle proposition concerne l'industrie. Elle contribue assez largement au développement socio-économique du milieu dans la mesure où elle diminue le chômage, crée une source de recette sûre pour l'Etat, valorise les matières locales sur place, et fait subir des effets d'entraînement à d'autres secteurs de l'économie. Certains opérateurs économiques venaient de prendre un élan, un bond en avant en investissant dans le secteur industriel, mais cet élan a été étouffé par les guerres inutiles dites de libération !.*

*Une question importante se pose cependant : celle de savoir le type d'industrie à développer dans notre milieu d'étude. Comme le financement constitue un goulot d'étranglement important, on ne doit pas se tromper en se comparant aux pays qui se sont industrialisés depuis des siècles ni tenter d'adopter un quelconque modèle de ces pays. Nous devons développer une industrie qui prendra comme base l'épargne intérieure, les investissements privés internes étant donné la démission de l'Etat congolais. Toutefois la politique industrielle relève de l'Etat. Ce dernier doit user de son autorité pour favoriser les investissements. En réalité, le type d'industrie à développer ne serait pas de transposer un modèle occidental ou un modèle des pays déjà industrialisés sous peine de se faire livrer encore des industries «clés en mains» mais d'adopter certaines réalités positives de ces modèles occidentaux tout en tenant compte des besoins réels de la population, de la tradition sociale, culturelle et politique africaine. En effet, d'innombrables activités artisanales fleurissent dans le milieu. La révolution industrielle en Occident a commencé sur des bases artisanales bien organisées. La tâche des entrepreneurs étant plus ardue dans le contexte de guerre, ils ont, donc, intérêt à s'impliquer à fond dans l'innovation.*

### Introduction.

Le problème de l'industrialisation est une question qui se pose avec force même dans les pays à économies avancées. Avant de l'analyser, pour le cas présent, précisons d'abord quelques concepts. *L'industrialisation* est un processus de restructuration d'un ensemble économique et social sous l'influence d'un complexe coordonné des machines. C'est un phénomène à la fois technique et économique<sup>1</sup>. *L'industrie* est un ensemble d'activités et de métiers qui produisent des richesses par la mise en œuvre ou la transformation des matières premières. *L'usine* est un établissement industriel où l'on transforme, à l'aide des machines, les matières premières en produits finis.

L'économie du territoire de Lubero est caractérisée par l'agriculture et le commerce. Comme toute économie, celle-ci a besoin d'un développement solide. Le commerce, en territoire de Lubero, draine des capitaux énormes capables de financer une base industrielle. Mais il est très fragile et vulnérable aux variations de la conjoncture, bien que son profit soit le plus facile, le plus rapide et le moins coûteux. Il n'est qu'une étape de la croissance économique. Il croît, atteint une apogée puis décline. Alors, parler du rôle de l'industrie maintenant, c'est essayer de prévenir le déclin de l'économie en général. C'est pourquoi, avec les potentialités

existantes en territoire de Lubero, les hommes d'affaires, les détenteurs des capitaux, les décideurs pragmatiques doivent ouvrir la voie au secteur qui assure le développement durable et le plus rapidement possible que l'industrie<sup>2</sup>. Avec l'industrie, l'opérateur économique peut répondre à beaucoup de préoccupations : il peut garder ses capitaux pendant plus d'un siècle et continuer à gagner tout ce temps; il lutte contre le chômage, il crée une source sûre des recettes pour l'Etat, il valorise sur place les produits locaux (matières premières et produits finis), il fait subir un effet d'entraînement positif sur les autres secteurs de l'économie.

En effet, toutes choses restant égales par ailleurs, investir dans l'industrie n'est pas un choix à se fixer par plaisir, mais c'est vraiment une nécessité urgente pour notre milieu. Actuellement Butembo, grand centre commercial du territoire de Lubero, approvisionne les autres centres, voire tout le pays, en produits manufacturés importés depuis pratiquement 1980 alors que jadis (avant 1980) il s'approvisionnait lui-même dans ces centres-là. Il s'agit là d'une inversion de rôle. Quand on s'approvisionnait ailleurs, les autres étaient plus stratégiques que nous. Quand ils viennent chez nous, nous devenons plus stratégiques qu'eux. Ce rôle ne peut plus se renverser et être transféré à d'autres. Depuis 1996, avec les guerres dites de libération, le

<sup>1</sup> Martin, J.M., 1984, 28

<sup>2</sup> De Solanges, O., *Réussite et déconvenues du développement dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, 1992, p. 181

problème de l'inversion de rôle commercial risque de se vérifier parce que le pays est divisé en quatre territoires pratiquement autonomes sur le plan politique et économique. La question majeure consiste à se demander quel est l'impact de ces guerres sur l'industrialisation de la ville de Butembo ?

Les problèmes ainsi posés suscitent quelques hypothèses explicatives :

1. A supposer que les clients tournés vers le centre de Butembo découvrent d'autres marchés beaucoup plus intéressants ou qu'ils peuvent eux-mêmes importer ; le commerce à Butembo va se trouver devant une impasse alors les chiffres d'affaires vont stagner ou même baisser pour certains. D'où il faut songer à une autre façon de rentabiliser ces fonds ou seulement les excédents. Cette nouvelle proposition concerne l'industrie. Mais avec ces guerres que nous connaissons depuis 1996, quel sera le sort de cette industrie..

2. Si l'économie et la politique de la RDC se ressaisissent et qu'à l'intérieur du pays on ait des marchés beaucoup plus compétitifs que Butembo, soit encore que la politique économique et financière promulgue des lois pour prohiber certaines importations dans le souci de protéger les fabriques nationales, le commerce ne va-t-il se trouver devant des impasses pour entraîner une fuite des capitaux dans d'autres régions du pays, et même dans d'autres pays ?, Pourtant ces fonds devraient être réinvestis dans le pays ou mieux encore dans notre région et ses environs. C'est pourquoi il semble ingénieux de songer à investir le surplus du commerce quelque part et impérativement dans l'industrie, mais il est probable que les guerres dites de libération aient freiné l'industrialisation naissante à Butembo.

Ainsi pour atteindre notre objectif et concrétiser nos hypothèses résumées dans la stimulation des opérateurs économiques à investir dans l'industrie, nous avons utilisé l'observation libre, l'observation documentaire et la méthode historico-comparative. Nous sommes d'abord partis du début de l'industrialisation dans les pays dit développés puis de certains pays nouvellement industrialisés. Cela, en vue de cerner les paramètres qui peuvent freiner l'évolution de l'industrie dans le milieu d'investigation (obstacles) et ceux qui peuvent servir de tremplin pour nous lancer (préalables) et montrer enfin le rôle de l'industrie dans notre milieu.

La difficulté majeure rencontrée au cours de nos observations est celle de ne pas accéder à toutes les informations détaillées de chacune des entreprises industrielles et commerciales de la place, information cachées par les responsables pour ne pas entrer dans ce qu'ils appellent « secret d'affaires ». Toutefois cela ne nous a pas interdit d'analyser les observations reçues.

## 2. Aperçu général sur le début d'industrialisation des pays à économies avancées.

### a- Introduction.

Au Moyen-Age déjà, l'organisation économique était centrée autour de la terre. C'était le système féodal ; la terre appartenait au seigneur et les hommes qui la cultivaient et y vivaient étaient dépourvu de propriété. A côté de cette structure agraire, il existait une toute petite industrie artisanale à laquelle s'adonnaient des serviteurs spécialisés du château fort du seigneur. Des femmes filaient, tissaient, blanchissaient et confectionnaient des vêtements et quelques hommes travaillaient le cuir et le fer<sup>3</sup>. Dès la fin du XIème siècle, un commerce international apparut en Europe. Il prit sa source dans les croisades et l'immense mouvement des populations. Ce fut la création des grands centres urbains, des villes et le commencement d'un petit commerce. C'est ainsi qu'au petit début du commerce au XIème, XIIème et XIIIème siècles va se succéder au XVIème une poussée du capitalisme commercial et très vite financier mais pas encore industriel<sup>4</sup>.

En Grande Bretagne tout d'abord, entre la fin du XVème siècle et le début du XVIIIème siècle, le système domestique se généralisa dans le traitement de la laine. Les familles paysannes, mi-artistes se livraient à ce travail avec des outils très simples. Des corporations ou associations des paysans et des métiers tendent à se former et à cette époque l'industrie du drap devint la richesse fondamentale du pays. Sur base de cette industrie domestique et des marchands, les capitaux ont été accumulés lentement, préparant les conditions pour lesquelles s'exprimera une autre poussée capitaliste qui réussira à aboutir à la révolution industrielle. Cette révolution s'est accomplie très lentement et elle s'est étalée sur près de deux siècles.

La révolution industrielle a été préparée et rendue possible par une modification profonde du sens des valeurs de civilisations. On assiste à la recherche, par tous les moyens, de la transformation totale de la conception que l'homme se fait de son travail professionnel. On mobilise toutes les énergies tant physiques que morales ainsi que toutes les ressources naturelles et humaines en réprimant toute les petites faiblesses. On a même utilisé des principes bibliques qui tournaient autour de la considération du travail comme une activité naturelle à l'homme, qui devrait normalement s'identifier au jeu et que l'oisiveté est un péché car avec lui on essaye d'échapper au châtement commun. Bref, il fallait faire comprendre que « celui qui ne travaille pas ne

<sup>3</sup> Philip, A., *Histoire des faits économiques et sociaux*, éd. Aubier, Paris 1963, p.14

<sup>4</sup> Rostow, W.W., *Les étapes de la croissance économique*, éd. Du Seuil, Paris 1960, p.21

doit pas manger »<sup>5</sup>. Ce qui a permis des résultats économiques qui étonnent l'univers aujourd'hui.

N.B. : Lorsqu'on parle de « révolution industrielle », on est tenté de penser qu'il y a un changement brutal dans la production de divers secteurs de l'économie et qu'en quelques années tout s'est transformé. La réalité est toute autre. La révolution industrielle a duré un demi-siècle et les gens qui ont vécu cette période l'ont réduite à une simple transformation tellement que ce fut insensible et lent.

#### b- Quelques cas :

En Angleterre, la transformation des techniques a commencé d'abord en agriculture (laine, coton, ...), puis en transport, enfin elle s'est étendue à l'industrie. Le traitement traditionnel de la laine et les opérations de la flotte commerciale vont entraîner un début d'accumulation du capital financier qui servira à financer le secteur industriel proprement dite.

La France paraissait, au départ, mieux préparée que la Grande-Bretagne. Elle était en cette fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle plus peuplée et plus riche que cette dernière mais elle connut un retard considérable pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle, retard dû à des facteurs multiples<sup>6</sup>. Ce n'est qu'entre 1830 et 1848 que se manifeste un début de progrès économique qui trouve son origine effective en 1846 à partir d'une crise caractérisée par la mauvaise récolte (conséquences : menace de la famine, hausse des prix agricoles, ...), mais aussi à partir de la raréfaction des importations du coton (conséquences : fermeture d'entreprises textiles, chômage, ...) Avec ces différentes crises consécutives, l'étude des nouvelles méthodes de travail a permis un décollage sensationnel.

Aux Etats-Unis, les données sont différentes de celles des pays européens. Il s'agit d'un pays neuf où l'on ne trouve ni trace de féodalité ni de bourgeoisie quelconque. C'est avec l'apparition de l'esclavage qu'il s'est développé une mise en valeur des terres et l'agriculture, accompagnée des trafics de région à région, était à l'origine de développement économique. C'est de cette agriculture que tout va partir :

- des prélèvements réalisés sur des paysans et artisans servaient pour financer la création d'industries ;
- ces paysans et artisans constituaient un marché potentiel pour ces industries, l'exaltation du travail créateur (rôle de la recherche – innovation) avec le paiement des salaires élevés aux pionniers a permis à ces industries de prendre un élan considérable.

En Allemagne, l'évolution économique va présenter un caractère particulier. Jusqu'au début du 19<sup>ème</sup> siècle, elle était essentiellement rurale avec un régime de l'artisanat domestique répandu dans les campagnes. L'industrie artisanale va se concentrer entre les mains de quelques grandes familles qui recevaient la protection et l'aide de l'Etat, après 1870 et c'est le départ en flèche. Une autre caractéristique à la base de ce départ est qu'il s'établit, entre 1870 – 1971, une osmose entre le système commercial, le système bancaire et le système industriel puis entre la recherche scientifique et l'organisation industrielle.

En Russie, on connaît un retard encore plus grand. Ce n'est qu'à partir de 1880 que l'on constate quelques changements dans l'agriculture. Ici aussi, l'industrie était d'abord née dans les campagnes comme en Europe occidentale sous forme d'industries artisanales domestiques. En fait l'économie Russe était dirigée par les bureaux de Moscou. Les bureaucrates donnaient les directives, autorisaient la création d'usines et déterminaient au mieux ce qu'il fallait faire de part un plan.

Au Japon, on trouve une évolution curieuse. Il va réussir à habiller sa structure féodale des vêtements empruntés à l'Occident tout en gardant sa personnalité et en tirant les rideaux de fer dans le sens inverse. Ici il n'y a pas eu d'écarts entre la ville et la campagne. La campagne s'est industrialisée, des petites industries se sont créées à partir des ressources provenant de l'exploration de la soie et du textile, ce qui a permis la naissance des petites villes au milieu de la campagne. De l'autre côté, un consensus social a été développé, l'ouvrier est très lié à son entreprise qu'il considère comme sa famille et celle-ci considère l'ouvrier comme son enfant<sup>7</sup>.

La Chine présente des caractères propres correspondant aux problèmes particuliers qui se posent aujourd'hui aux pays sous-développés. On distingue notamment les données géographiques, démographiques, historiques, la structure politique et certains aspects de la révolution agraire. Après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, la Chine concentre toutes ses ressources sur l'industrie lourde et sacrifie l'agriculture. Dans ce procédé elle connut des multiples échecs et finalement elle abandonna la priorité de l'industrie lourde dès janvier 1961 puis déclara l'agriculture comme fondement de la vie économique du pays et reconnaitra en avril 1962, la nécessité d'une industrie légère. L'expérience a montré qu'il fallait revenir au village et partir d'un industrialisme familial adapté au progrès des récoltes. Avec cette stratégie, on constate qu'aujourd'hui, la Chine prend un grand bond en avant.

Finalement toutes ces étapes de début d'industrialisation dans les pays à économies

<sup>5</sup> Bible, 2 Thésalonicien 3 : 10b – 13.

<sup>6</sup> Philip, A., *Op. cit.*, p. 84

<sup>7</sup> Stoffaers, Ch., *La grande menace industrielle*, éd. Calman-Levy, Paris 1978, p. 227.

avancées semblent prendre un caractère presque identique dans tous ces pays. Nous les avons illustrées ainsi : tout a commencé par l'agriculture. L'agriculture a été à la base de l'artisanat familial dans les villages, mais les paysans se sont rendu compte que l'artisanat familial ne suffisait pas et qu'il faut créer des associations artisanales pour intensifier les activités et accumuler des capitaux importants après la vente. Les capitaux accumulés par la vente des produits agricoles et artisanaux ont permis de financer l'industrie en même temps que cette dernière utilise ces produits (inputs) pour faire sortir des objets (outputs) qui seront à leurs tours échangés afin d'accumuler les capitaux qui financent les mêmes activités et la modernisation de l'agriculture. On retrouve un processus cyclique. Et Josué Castro écrit « ce serait une erreur de miser sur l'industrie en négligeant l'agriculture, une erreur d'attendre le progrès social de la seule industrialisation accélérée<sup>8</sup>. Dans les pays nouvellement industrialisés, le processus est presque le même que dans les pays anciennement industrialisés.

#### c- Deux cas particuliers des nouveaux pays industrialisés.

Etant donné que notre étude ne consiste nullement à faire l'historique des pays qui s'industrialisent, nous nous intéressons ici encore au cas particulier de deux pays en voie de développement seulement, le Brésil et la Corée du Sud<sup>9</sup>.

Au Brésil, l'industrie a joué un rôle moteur de la croissance de 1930 à 1980. Après 1980 il a connu une chute vertigineuse, entretenue par les trois virus des déficits publics, de l'hyper-inflation et de la baisse des investissements, à tel point qu'il a été qualifié par la Banque Mondiale de « mauvais élève »<sup>10</sup>, mais plus tard, il réussira à redorer son blason terni. Comment cela s'est-il passé ?

Jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, les classes dirigeantes qui étaient restés libre-échangistes, préféraient importer plutôt que de promouvoir l'industrie. Ce qui aurait fait monter le prix de la main-d'œuvre des plantations. Les premières impulsions sont données par la guerre 1914 – 1918 qui, coupant le Brésil de ses fournisseurs et clients, révèle les faiblesses d'une économie spécialisée dans l'agro-exportation. En 1920, l'agriculture occupe encore 70 % des actifs et génère plus de 80 % des exportations. En cette période on ne compte que 275.000 actifs industriels principalement dans l'agro-alimentaire et le textile, de 1931 à 1940 on compte 780.000 actifs. L'industrialisation s'accélère après la

guerre 1939 – 1945, la production triple de 1947 à 1961 et les actifs industriels passent de 4,8 % en 1949 à 14,2 % en 1964. (Français, A., 1981, p.p. 63-89)

Si le Brésil a fini par se doter d'un tissu industriel relativement complet selon les normes occidentales, cela résulte de la politique industrielle mûrement programmée (protection du marché intérieur, incitation à l'exportation, aide au financement industriel. (Banque Mondiale, Rapport de développement, 1983).

En Corée du Sud, une réforme agraire limitant à trois hectares par personne la propriété de terre cultivable, avait été promulguée dès 1948 et appliquée à la fin de la guerre de Corée. Le soutien donné à l'agriculture : distribution de semences et d'engrais, travaux d'irrigation ... avait assuré pour quelques années au monde paysan des ressources et à l'industrie légère le support d'un marché intérieur limité mais sûr. Un grand nombre de petites entreprises était alors développé qui utilisait une abondante main-d'œuvre dans le textile et l'agro-alimentaire. Ces emplois, ces salaires très modestes mais réguliers n'assuraient à la population que des moyens d'existence encore médiocres ; mais le fait marquant c'est que la Corée devait s'alimenter et se vêtir « coréen ». La production nationale trouvait sur place ses premiers consommateurs. Le marché intérieur devient un point de départ et il faut maintenant conquérir le marché international après avoir saturé le marché national. Sur cette base, s'installera rapidement une véritable industrie.

A partir des années soixante, l'économie est orientée résolument vers l'exportation des produits industriels. La Corée avait commencé à exporter des vêtements que ses ouvriers confectionnaient à partir des tissus importés. Puis les bénéfices des exportations avaient permis de se procurer les machines produisant fil et tissu. On passait ensuite à la fabrication des fibres synthétiques et enfin, à celle des machines textiles elles-mêmes<sup>11</sup>. « A la fin des années 1950, la Corée était importatrice nette de produits textiles, mais en 1968, ces produits représentaient 50 % de ses exportations totales (...). La Corée finira par vendre des usines textiles clé en main au Bangladesh et au Soudan »<sup>12</sup>.

### 3. Le Commerce à Butembo et le Cheminement vers l'Industrie.

#### 1° Evolution du Commerce à Butembo.

Nos observations sur cette évolution s'arrêtent jusque 1995 et mi-1996 car à partir de la deuxième moitié de 1996, la guerre de libération du pays (Zaïre, actuellement R.D. Congo) est intervenue

<sup>8</sup> Castro, J., *Le livre noir de la faim*, L'Harmattan, Paris, 1985, p. 63

<sup>9</sup> De Solanges, O., *op. cit.*, p. 231

<sup>10</sup> Banque Mondiale, *Le développement accéléré au Sud du Sahara. Programme indicatif d'actions*, Washington DC, 1987

<sup>11</sup> De Solanges, O., 1992, p.256

<sup>12</sup> Etrillard G. et Sureau, F., *A l'Est du monde*, éd. Fayard, Paris 1983, p. 54

et les activités ont été à désarroi. Lorsque les activités commerciales voulaient reprendre un peu leur souffle en 1997 – 1998, une deuxième guerre est intervenu en août 1998. Nous sommes obligés de considérer la période 1999 – 2000 pendant que ce pays est en guerre car nous ne savons pas quand elle prend fin ; étant donné surtout que le commerce n'a pas cessé.

La ville de Butembo, actuel grand centre commercial, parmi les plus grands du pays, date de 1928. Avant qu'elle ne se constitue, il existait un village dénommé « Lusando » situé vers le Sud sur la route de Goma. En plus de leur principale activité reconnue à l'époque (l'agriculture), les habitants se livraient au commerce du sel en provenance de « Katwe » sur la rive Nord du Lac Id-Amin en Ouganda, ce qui peut d'ailleurs être considérée comme le début du commerce extérieur<sup>13</sup>.

Malgré que ce commerce ait tardivement captivé l'attention de l'opinion publique, ses débuts datent de l'époque précoloniale. Comme dans bien d'autres régions africaines, les échanges précoloniaux s'effectuaient sur le principe du troc. Les biens échangeables étaient le sel, les métaux (cuivre, fer), les produits de forge (houe, serpe, lance), poisson, haricot, céréales, boissons, les huiles et végétaux à pouvoir curatif. En effet, le pouvoir coutumier tolérait l'esprit d'initiative privée par opposition à certaines dispositions dans d'autres communautés du Kivu montagneux où des *bami*\* auraient eu tendance d'étouffer l'esprit mercantile. Dans ces dernières communautés (par exemple chez les Bashi de la collectivité de Kabare, chez les Bahunde des collectivités de Bwito et de Bwisha), un vassal qui s'enrichirait plus que son *mwami* serait mal vu car non autorisé à devenir autant ou plus riche que son *mwami*<sup>14</sup>. La tolérance d'initiatives privées avait beaucoup favorisé le développement commercial et agricole Yira\*. Cette attitude a développé un esprit selon lequel tant qu'on connaît un individu, on tente toujours à se mesurer à lui et prouver qu'on peut le dépasser, cela est souvent exprimé ouvertement entre Yira et dissimulé envers des inconnus. Il s'est développé une concurrence constructive et non destructive.

En effet, à la suite de cette tolérance d'initiatives privées, en partant des types d'activités exercées, du niveau d'organisation des affaires, de la nature des articles commercialisés, de la capacité de rayonnement dans l'environnement, certaines étapes se sont succédé.

- La première forme d'échanges modernes exercés par les habitants du territoire de Lubero, et particulièrement du centre de Butembo, est le commerce ambulants qui remonte aux années 1940<sup>15</sup>. Les anciens salariés de l'époque (vendeurs dans les établissements commerciaux grecs, « boys »\* et ouvriers des colons, ...) qui avaient pu bénéficier de leurs emplois, ont entrevu de fructifier leur argent issu du salaire. Les adeptes protestants qui consacraient une bonne partie de leur temps à se promener dans les centres des prédications ont vite découvert les besoins des peuples contactés. Ainsi, tout en étant prédicateurs – évangélistes, ils se sont transformés en commerçants ambulants, enfin, les artisans (forgerons, vanniers, ...), les éleveurs et chasseurs, les agriculteurs, les pharmaciens (des huiles et végétaux à pouvoir curatif) qui habitaient les voisinages des colons, avaient noués des relations qui leur permettaient de s'assurer un marché auprès d'eux, ce qui leur procurait des revenus de plus qui leur permirent d'accumuler des capitaux et d'agrandir leur marchandage, puis d'ouvrir des boutiques.

- La deuxième étape fut l'ouverture des boutiques. Jusque vers les années 1950, le commerce était légalement tenu par les Grecs dans les grands centres des zones de Lubero et de Beni. En 1951, les Grecs commencent à éparpiller des succursales en milieux ruraux. Les quelques autochtones ayant l'esprit d'imitation commencent à ouvrir des petites boutiques dans leurs milieux. Les boutiques des autochtones connurent un succès inattendu à cause de la facilité d'achat qu'ils accordaient à leurs semblables (les achats à crédit). Vers 1955 – 1956, certains boutiquiers qui avaient la facilité de se déplacer, furent mandatés par des expatriés installés dans les centres urbains importants comme Kisangani, Goma, Bunia, Butembo, Bukavu, pour leur acheter des produits agricoles locaux tels que les légumes, les céréales, le haricot, la farine de manioc, maïs, ... Cette nouvelle perspective commerciale encourageant les agriculteurs à travailler davantage car le marché venait de s'étendre et les boutiquiers locaux n'agirent plus comme représentants mais commencèrent à mettre leurs propres fonds en jeu, ce qui leur occasionna des rentrées considérables.

Du point de vue du transport, seulement les expatriés avaient des véhicules, mais avec l'essor commercial, les autochtones se dotèrent très vite de leurs moyens de transport vers 1957-1958. Ce qui leur facilita l'acheminement de leurs produits agricoles vers les centres urbains les plus éloignés où les prix étaient plus intéressants et en retour ils avaient découvert la possibilité de ravitaillement de leurs boutiques en produits manufacturés, achetés dans les centres, et dont la population locale avait besoin.

<sup>13</sup> Kambalume, K.M., *Histoire du centre de Butembo : 1949 – 1958*, Mémoire, Unaza, Lubumbashi, 172-1973, p.13

\* Bami = pluriel de Mwami, chef de collectivité.

<sup>14</sup> Kasay, L.L., *Dynamisme demo-géographique et mise en valeur de l'espace en milieu équatorial d'altitude : Cas du pays Nande au Kivu septentrional*, Thèse de doctorat, Université de Lubumbashi, 1988, p.255

\* Yira = tribu vivant en majorité dans les territoires de Lubero et de Beni. Les Yira sont encore appelés les wanande.

<sup>15</sup> Ndale, S., *Fondements et limites de l'essor commercial de la cité de Butembo*, mémoire, U.C.G., 1994-1995, p.19

\* Boys signifie ici cuisiniers, garçons de cours, ...des colons.

Cette évolution permit aux commerçants Yira d'ériger à Butembo et à Beni des maisons de commerce au même pied d'égalité que celles des Grecs dès les années 1957-1958.

- La troisième étape consiste au développement du commerce frauduleux dès 1962 qui eut sa source dans l'insécurité qui avait suivi le départ de l'administration coloniale lors de l'indépendance du pays en 1960. A cause de cette insécurité, le pays Yira\* connut des problèmes dans le cadre de ses relations avec certaines régions du pays. Par exemple, les relations commerciales avec la province orientale furent compromises par l'insurrection des « Mulelistes », au sein même de la province du Kivu à l'époque, des conflits tribaux aboutirent à la paralysie quasi-totale des échanges commerciaux entre Butembo et Goma. Ainsi privé du marché de la province orientale et du Sud-Kivu, les commerçants Yira ne veulent pas rester oisifs ou thésauriser leurs capitaux. C'est le début du commerce informel. Ils se tournèrent vers l'Ouganda et le Kenya où ils écoulent à bon compte leurs produits agricoles (Café, thé, papaine, ..) et d'autres produits tels que l'or, les pointes d'ivoire, les peaux rares, ... ce qui devint un marché plus payant que dans les autres régions du pays. Vers 1966, quand le pays commençait à reprendre son souffle avec le retour de la paix, le commerce frauduleux commença à devenir trop risquant. A partir de 1973, les succursales bancaires instaurèrent une politique sélective d'octroi des crédits qui préconisait la pratique du commerce formel pour bénéficier du crédit.

En 1982, l'ouverture officielle des comptoirs d'achat d'or pratiquant des cours supérieurs à celles en vigueur déséquilibra le marché Est-Africain. Le commerce local rentre dans son cadre plus ou moins formel avec l'implantation à Beni et à Butembo des sociétés agrégées par l'Etat (on peut citer la CUGEKI, SOZADDEX, PLANOKI, ENRA, CAPACO, CAFEKIT, QUALITEX).

- La quatrième étape est celle de la structuration d'un marché local qui fait la primauté de Butembo comme centre commercial. Le marché de Butembo était constitué par les produits agricoles. Il faisait l'objet d'une source importante des fonds compte-tenu de la quantité produite et d'autant plus que la vente de ces produits permettait aux commerçants Yira de s'approvisionner en produits manufacturés à partir d'autres régions du pays. La primauté de Butembo comme centre commercial résulterait du fait qu'il eût concentration d'opérateurs économiques (et d'activités commerciales) venant de tous les horizons du pays Yira (région où vivent les Wanande).

\* Le Pays yira est compris comme l'espace géographique où vit la tribu Yia.

- la cinquième étape est celle de la prédominance du marché régional. Sur le plan régional c'est-à-dire à l'intérieur du pays, c'est surtout la province orientale qui avait constitué le partenaire commercial le plus important par rapport à d'autres régions. Les villes de Kisangani et Isiro avaient toujours représenté des débouchés les plus importants des produits vivriers de Beni-Lubero ; elles ravitaillaient en retour cette sous-région en produits tels que l'huile de palme, bière, savons, ciments, tissus, .. et dans ce sens le moyen de transport a été bénéfique. Cet atout de rentabilisation du transport est absent dans presque beaucoup de centres. Par exemple, les relations d'affaires sont demeurées pauvres, même jusqu'à ces jours, entre le Nord et le Sud-Kivu par manque de complémentarité commerciale, le sens d'exploitation étant unique du nord vers le Sud, du Sud ne venant pas beaucoup de choses par rapport à la Province Orientale. En revanche, Butembo s'approvisionnait en certains produits indispensables à partir des villes de Goma et Bukavu (carburant, sucre, cigarettes, tôles ondulées, ...), villes qui servent de transit, à cause des aéroports, pour les opérations commerciales avec la province du Katanga (Shaba), des Kasai, de Kinshasa, ... voire du Rwanda et du Burundi à partir des années.

L'infrastructure routière étant très délabrée, les marchés locaux se sont substitués par le marché ougandais jusqu'actuellement (l'an 2002). La persistance voire le renforcement de la crise que traverse la République Démocratique du Congo entraîne une disparition de la structure économique et sociale déjà existante. De ce fait, les commerçants Yira, prévoyant leur étouffement et pour l'éviter, étant donné que le pays Yira est enclavé par rapport aux autres centres du pays, se sont tournés vers l'Est de la RDC. Ainsi, l'Asie, l'Afrique de l'Est, aujourd'hui l'Europe et l'Amérique se sont vu relégués la place du marché d'approvisionnement des Yira en produits manufacturés, pharmaceutiques, alimentaires, place qu'occupaient jadis les autres centres du pays. A un certain moment, Butembo a fini par approvisionner presque tous les centres du pays en divers produits importés, les rapports d'échanges étaient tels que rien n'était ramené quasiment d'ailleurs (c'est-à-dire des autres régions du pays). Actuellement avec l'avènement des guerres dites de libération (1996 et 1998) certains centres ne sont plus approvisionnés en produits venant du pays Yira suite à l'impraticabilité de l'infrastructure routière et l'insécurité (cas de l'axe Kisangani et de l'axe Goma).

- La sixième étape est celle de la prédominance du commerce extérieur. Nous avons déjà dit plus haut que la situation d'enclavement du pays Yira par rapport à l'unique voie d'accès à la mer (le port de Matadi) avait conditionné le choix de l'Afrique de l'Est comme partenaire commercial privilégié avant que ce commerce ne s'étende sur l'Asie, l'Europe et l'Amérique. Les jeunes

commerçants, courageux, déterminés à améliorer leurs conditions sociales et guidés au départ par l'esprit d'aventure, ont pu rencontrer des difficultés inhérentes aux longues distances à parcourir, l'Etat Congolais ne subventionnant quasiment pas les milieux ou n'y investissant jamais. Pour surmonter ces difficultés, ils ont réussi à se doter des véhicules poids lourds, important charroi automobile, puissant et capable de supporter l'état délabré des routes abandonnées par l'Etat congolais (zaïrois à l'époque). Avec l'évolution des affaires, la capacité de transport de ces véhicules devrait être accrue, et vu l'importance des transactions, il faut bien comprendre les problèmes que l'usage des véhicules peut engendrer ; le coût du transport est excessif.

Pour ne pas être trop long, nous concluons qu'actuellement le commerce à Butembo est un commerce d'import-export. L'importation concerne divers produits manufacturés qu'il serait superflu de citer ici car avec le délabrement de l'infrastructure économique, le Congo ne produit plus rien ou presque rien ; les produits étrangers étant plus compétitifs par rapport à ceux que l'on pouvait produire localement. L'exportation concerne particulièrement les produits agricoles (bois, café, papaine, thé sec, écorces de quinquina, ...) les produits miniers (or, diamant, colomboantalite ou coltan, cassitérite, ...); les produits vivriers faisant l'objet d'une consommation d'autosubsistance (mais une partie est exportée vers l'Ouganda et le Rwanda au détriment de la population locale surtout avec l'avènement des guerres dites de libération soutenues par ces pays.). Pour ce faire, il nous est impérieux d'illustrer l'importance de quelques importations (en quantité) dans les tableaux ci-dessous pour essayer de montrer combien les capitaux s'enfuient du pays pour enrichir les autres pays, alors que ces mêmes capitaux pouvaient être investis localement sans prétendre mettre fin aux importations, par exemple, des matières premières et des équipements indispensables.

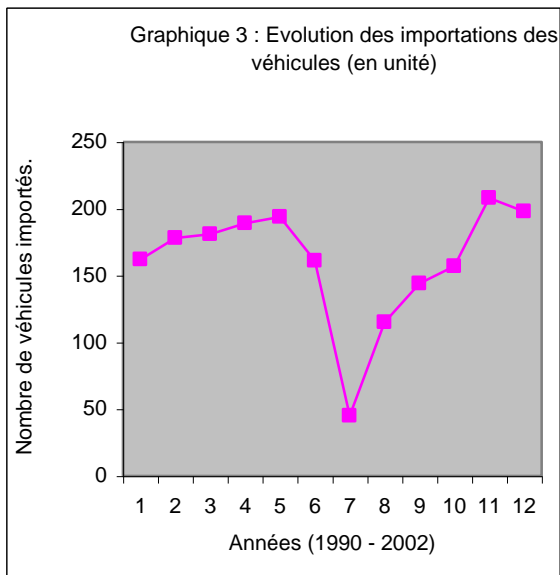
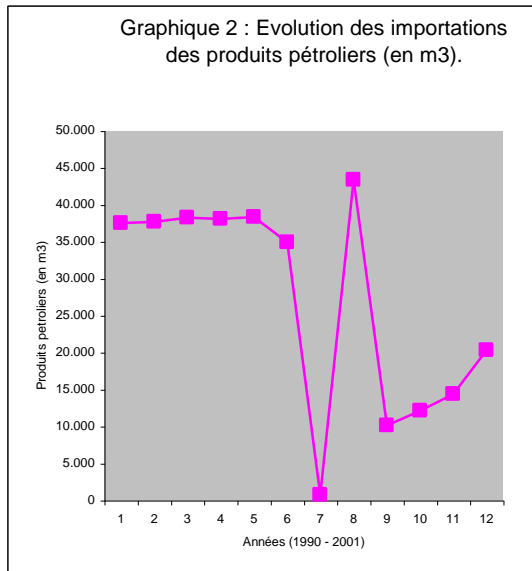
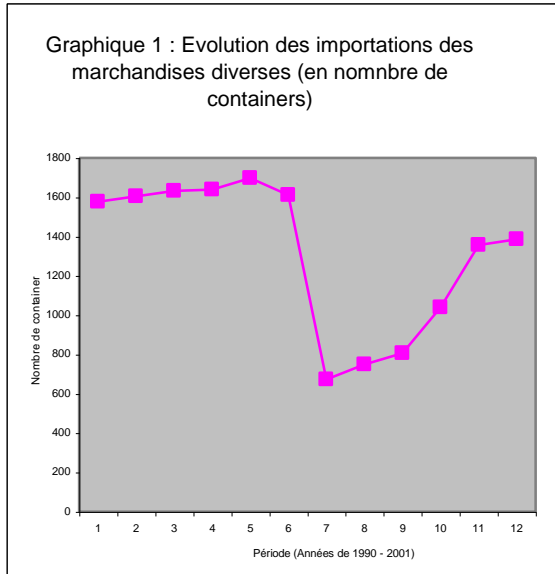
Tableau illustratif des importations des centres de Butembo et de Beni en quantité de containers, m<sup>3</sup> et unité ayant traversé seulement la douane de Kasindi\* de Janvier 1990 à décembre 2001.

Années	Marchandises diverses en container	Produits pétroliers (en m <sup>3</sup> )	Véhicules (par unité)
1990	1577	37.526	162
1991	1604	37.694	178
1992	1632	38.262	181

\* Notons qu'une petite quantité traverse les douanes de Bunagana, Ishasha, et Goma via le Rwanda.

1993	1638	38.102	185
1994	38.345	38.345	194
1995	1611	34.941	161
1996	673	720	45
1997	750	43.360	115
1998	807	10.151	144
1999	1039	12.143	157
2000	1357	14.387	208
2001	1386	20.320	138
Total	15.772	525.941	1.932

Source : Archives de l'OFIDA / Butembo



Notre enquête relève, à travers ces graphiques, que pendant la période considérée, les trois composantes (Marchandises diverses, produits pétroliers, véhicules) évoluent presque dans le même sens. Les importations des produits pétroliers et des véhicules évoluent de façon identique de 1990 à 1996 ; mais celles des marchandises diverses connaissent des petites baisses en 1994 et 1995 pour rencontrer une chute vertigineuse avec les autres produits en 1996 ; période où la guerre dite de libération avait éclaté. En 1997 il y a eu une certaine remontée due à la période pendant laquelle le pays a enregistré une certaine accalmie relative de l'après guerre. Ce record serait dû aux mesures spéciales de la révision des droits et taxes sur les importations pendant certaines périodes de l'année. Ce qui a permis aux commerçants de déclarer l'entrée de leurs stocks qui traînaient à Mombasa et de majorer excessivement les achats surtout pour les produits pétroliers pour profiter de la dérogation. En 1998, il y a encore eu une descente en flèche des importations des produits pétroliers due à l'avènement de la deuxième guerre à partir du mois d'août. Mais les importations des autres composantes (marchandises diverses et véhicules) enregistrent une certaine croissance due aux avantages douaniers accordés par le pouvoir rebelle.

Il sied de faire remarquer que cette croissance relative observée avant 1990 puis de 1990 à 1995 a entraîné une certaine accumulation des capitaux des commerçants qui venait de produire un élan vers le financement et la création des petites unités de production à caractère industriel. Nos enquêtes nous ont renseigné que c'est pendant cette période que les unités de productions citées au point 3.2.b ont été prospères et que certaines d'entre elles ont été créés ainsi que beaucoup d'autres activités artisanales que nous verrons au point 3.2.c. Cet élan a été étranglé par les guerres dites de libération avec toutes les conséquences possibles.

Cette façon de voir les choses nous amène à comprendre et à faire croire à vous lecteurs, en s'inspirant des lignes précédentes, qu'en fait les commerçants de Butembo sont capables de cheminer vers les activités industrielles qu'elles soient artisanales ou modernes peu importe, pour un développement durable du milieu d'action et du pays en général.

## 2° Le cheminement vers l'industrie.

### a) Introduction.

Nous pensons compte tenu de ce qui précède que Butembo, est déjà au niveau d'aller vers l'industrie. Avec l'histoire des pays industrialisés que nous venons de brosser quelque peu, tous les pays industrialisés sont passés par la réforme agraire au commerce jusqu'à l'industrie. Dans notre milieu

d'investigation, il s'avère clairement que les grands commerçants de Butembo ont obtenu leurs fonds de démarrage dans l'agriculture en plus des anciens vendeurs dans les magasins des grecs, des boys et des missionnaires protestants. Les uns cultivaient du café, les autres des produits vivriers (choux, poireaux, pomme de terre, manioc, haricot, maïs, ...). Ils les transportaient de Luotu, Masereka, Kayna, Muhangi vers Butembo, Goma, Isiro, Kisangani, Kinshasa, ... Peu après ils ont commencé à se diriger vers l'Est du pays (Ouganda, Kenya) où ils acheminaient clandestinement les matières précieuses (surtout l'or) et les ivoires.. Aujourd'hui ils se dirigent vers l'Asie, l'Europe et l'Amérique. Si l'on peut être capable d'importer de l'Asie, de l'Europe et de l'Amérique, ce qu'on dispose des moyens considérables dont le surplus des transactions commerciales peut, nous le pensons, financer une base industrielle locale solide si on s'y met avec courage et sérieux.

Certains auteurs affirment que pour s'industrialiser, l'Afrique doit faire forcément recours à l'Occident car elle n'a pas de techniciens qualifiés de moyens pour transformer les matières, de fonds pour financer les activités industrielles très complexes, ...

Nous ne sommes pas du tout d'accord avec ces avis. Nous nous imaginons qu'en Afrique nos ancêtres fabriquaient des bracelets en cuivre, du matériel tel que lances, couteaux, habits, ... à partir des pierres taillées, des peaux de bêtes, des écorces d'arbre, ... C'était déjà le début de l'industrie qui était encore artisanale. Ce savantisme de nos ancêtres a été détruit par le colonisateur à partir de la période coloniale en faisant comprendre aux africains qu'il n'y a que ce que fait l'homme blanc qui soit bon, et nos ancêtres ont suivi aveuglement ce slogan en ne continuant pas ce qu'ils avaient déjà entrepris. On continue à trouver, aujourd'hui, en ce début du 3<sup>ème</sup> millénaire certains africains moins avertis qui soutiennent qu'il n'y a que l'homme blanc qui puisse fabriquer ce qui est bon et appréciable.

En effet, l'industrie ne sous-entend pas seulement un complexe sophistiqué des machines modernes. L'industrie est un ensemble d'activités et de métiers qui produisent des richesses en transformant les matières premières en produits finis. Donc toute transformation des matières premières est une activité industrielle. Que cette transformation soit artisanale ou modernisée, peu importe mais c'est déjà une activité industrielle. C'est ainsi que l'on

distingue l'industrie du type artisanal et l'industrie moderne.

Notre proposition de vouloir conseiller les opérateurs économiques à investir dans l'industrie, ne veut pas dire qu'il faut fortement rechercher des installations plus modernes qui coûtent très chers et qu'on ne saura pas se procurer car très souvent les ressources financières constituent un goulot d'étranglement. Il serait souhaitable de voir comment créer des structures qui faciliteraient l'imitation des technologies avancées qui, peut-être, nous serviront de tremplin pour lancer une technologie appropriée. En effet, un stade technologique artisanal correctement outillé pouvait être nécessaire au lieu de nous compliquer en nous faisant livrer des industries « clés en mains » pour lesquelles il faut arrêter la production lorsqu'on se bute à un petit problème d'ordre technique. On a même vu précédemment que le Japon, qui est une puissance industrielle aujourd'hui, a commencé par imiter ce qui se faisait en Occident, pour essayer de perfectionner son artisanat au niveau même des villages et c'est après avoir maîtrisé le fonctionnement des petites unités de production que les dirigeants et les ouvriers ont amélioré leurs qualifications et sont arrivés à des grandes industries.

b) Les industries existantes à Butembo et environ.

Dans notre milieu d'analyse, nous observons que certains commerçants clairvoyants et plus ou moins avertis ont quand même songé à investir dans l'industrie en milieu local malgré les crocs à jambes qui leur sont administrés par l'environnement économique et social dus à l'absence de l'encadrement de l'Etat. D'autres l'ont fait dans d'autres régions du pays où les possibilités de production, d'écoulements, peut-être même les infrastructures, leur sont favorables. C'est le cas de Tsongo Kasereka avec la Silver Mousse et une Tollerie à Kinshasa, de M. Mbanga avec Socituri à Isiro etc. Nous pouvons citer aussi à titre d'illustration dans un tableau quelques usines industrielles et semi-industrielles installées à Butembo et environ jusqu'en Avril 1995 ainsi que les activités artisanales opérationnelles et celles qui peuvent être développées pour servir de base à une industrie naissante.

<b>Usines industrielles et semi-industrielles a Butembo et environ</b>	<b>Activités artisanales opérationnelles a Butembo</b>
1. La menuiserie industrielle de Butembo (MENUIBO)	1. Tannerie ou maroquinerie
2. La menuiserie industrielle de Butembo (MENUIBO°)	2. La forge
3. La Briquetterie Industrielle de Butembo (BRIBO)	3. La fabrication du cirage
4. L'huilerie de la CETRACA pour la fabrication de l'huile de soja et d'arachide.	4. La savonnerie artisanale
5. Les usines à café : - ABC / KIKYO, KAVALE, - CAFEKIT - CUGEKI - ESCO – ZAIRE - KAHERERO - KATALE - MBANGA	5. La Brasserie du vin.
6. Les 150 moulins à maïs.	6. La fabrication des ustensiles en aluminium.
7. Les 30 garages mécaniques.	7. La fabrication des malles.
8. L'huilerie et le poulailler de l'ESCO-ZAIRE	8. Autres activités : Du bois pour la fabrication du mobilier, la construction des maisons en planche, ...
9. La briquerie Maurice de la Procure	9. Presse des briques cuites ou briques adobes et des tuiles.
10. L'usine MBENE de Kyondo pour la fabrication des bonbons.	
11. Les menuiseries Bunyuka Kwenzere, Kwali, Kambali, Musienene.	10. La fabrication des presses à brique, des presses à huile, des vanneuses, des moulins,... (Par l'atelier Munyangulo)
12. Les imprimeries : Musavuli, des Sœurs Orantes, Imprimaki.	

Nous ne citons pas la Minoki (minoterie du Kivu) pour la fabrication de la farine de froment et le Complexe Théicole de Butuhe pour la fabrication du thé sec car ce sont des Entreprises publiques. Sur la précédente liste nous pouvons ajouter l'usine SAIBU (Savonnerie Industrielle de Butembo) de M. Katasohire pour la fabrication du savon qui n'a commencé ses activités qu'en 1998 mais installé en 1994 – 1995.

c) L'artisanat :

Nous pouvons, à la suite de ceci, relever quelques cas des organisations artisanales que l'on peut développer ou soutenir dans notre milieu d'analyse. Il se remarque en fait dans la vie quotidienne que les activités artisanales naissent du jour au lendemain sous différentes formes. Ceci exprime un dynamisme appréciable à ne pas négliger et fait naître chez des individus un esprit de compétition qui emboîte le pas à l'auto-promotion.

Cependant, nous savons déjà que la bonne marche d'une quelconque activité économique n'est assurée que par l'appui des infrastructures de base mises à la disposition de l'exploitant. Or dans les pays en voie de développement, particulièrement en République Démocratique du Congo, ces infrastructures n'existent presque pas. Malgré tout, à Butembo, le phénomène d'artisanat prend de plus en plus de l'ampleur sans contrôle systématique. C'est un métier apparemment sans importance, mais qui nourrit des milliers de citoyens à Butembo : c'est quand même une source importante de revenu. Il faut remarquer que ce métier constitue un tremplin pour lancer l'industrie. Ainsi, il faut que le peuple soit conscient de la nécessité de la restructuration et du développement de ce métier dans tous les domaines tant soit peu. On ne doit pas se faire des illusions qu'une économie détruite pendant plusieurs années puisse prendre son redressement en une journée. Cette restructuration et développement ne doivent pas se faire d'une manière brutale ; ils doivent être

lents à la manière de la révolution industrielle tout en assurant l'auto-subsistance. Petit à petit on pourra couvrir le marché intérieur et finalement envisager de se lancer sur un marché extérieur. Rien n'est impossible<sup>15</sup>. Il y a lieu de dénombrer certaines activités artisanales qu'on rencontre à Butembo et qui peuvent être développées petit à petit pour servir de base à l'industrie dont nous prévoyons la factibilité.

1. Tannerie ou maroquinerie : les tanneurs achètent des peaux de bêtes chez des bouchers locaux, ils les transforment pour obtenir des peaux prêts à la fabrication des souliers, des ceintures, des sacs à mains, des porte-pièces, ... Les éminents cordonniers – Tanneurs connus jusque maintenant à Butembo sont Kasereka Hangi Gabi, Kambale Muramambi et le CHP (Centre pour handicapés physiques) de Butembo. Une partie de la production de monsieur Hangi Gabi et de monsieur Muramambi, est écoulée dans la province Orientale (Bunia, Watsa dans des carrières d'or et de diamant et dans des villages). Il suffit de doter ces gens des outils de travail, le résultat sera appréciable. S'ils parviennent à gagner le marché interprovincial, ils peuvent donc étendre leur marché s'ils améliorent la qualité. Faut-il vraiment attendre l'Occident pour ça ? Je ne pense pas.

2. La forge : Elle a toujours existé dans notre société traditionnelle Yira et africaine en général, nos ancêtres savaient extraire les pierres (les « matali » = métal) des métaux pour fabriquer des houes, machettes, serpes, couteaux, lances, ... Ces pierres sont encore identifiables par des vieux spécialistes de la forge. Faut-il nécessairement croiser les bras en attendant la houe, le couteau, ... qui vient de l'Occident et qui coûte d'ailleurs cher ; alors qu'un forgeron peut le faire à côté de soi à un coût supportable ? Le choix est clair. Je pense qu'avec l'évolution actuelle du monde, on ne peut pas s'arrêter là ; mais faudrait-il imaginer d'autres méthodes modestes, pas très sophistiquées qui permettent d'améliorer la qualité des produits et la minimisation de l'énergie (force physique à dépenser).

3. La fabrication du cirage : elle est l'apanage des intellectuels surtout. Les gens qui ne connaissent pas la chimie n'osent pas s'y hasarder. Les artisans les plus connus dans ce domaine à Butembo sont monsieur Joseph Sivihwa Mumbere et le chimiste Maru depuis 1987. Le problème qu'ils connaissent c'est surtout l'emballage. Pour eux, « on ne peut pas continuer à importer le cirage et enrichir les autres alors qu'il y a moyen d'en fabriquer localement à moindres frais (...) ce serait une aliénation mentale que de continuer à agir comme cela ». (Maru).

4. La savonnerie artisanale : Les premières expériences ont été tentées à Butembo en 1989 par le trio composé de messieurs Henry Kataloko Kanyonyu, Sawa-Sawa et le chimiste Makelele. Ils ont créé une petite organisation dénommée SAP.A.L.U. (Saponification Artisanale de Lubwe) sous l'initiative de monsieur Kataliko. A ceux-ci s'est ajouté monsieur Trudo Mbusa Thasi. Leur ultime souci c'est de pouvoir produire une quantité régulièrement suffisante afin d'inonder le marché local et réduire ou même supprimer les importations en provenance de l'Ouganda et du Kenya. « On peut importer autre chose, mais pas le savon parce que nous avons les matières premières en abondance et l'intelligence pour les traiter », disent-ils. En 2001, un pas de plus est fait, une savonnerie industrielle a déjà été créée à Muhila, c'est la SAIBU (Savonnerie Industrielle de Butembo).

5. La production des ustensiles en aluminium : Cette activité remonte vers les années 1983 à Butembo. On utilise des matériaux usés d'aluminium comme principale matière première, pour fabriquer des casseroles, des bassins, des fers à repasser, des boucles des ceintures, ... Il ne reste qu'à améliorer la qualité, et avoir la possibilité de produire une grande quantité. Parmi les premiers fondeurs d'aluminium à Butembo, on peut encore retrouver aujourd'hui messieurs Landu, Kahumba, Bonne-Année, Kasereka Kizito, Emmanuel Kambale Nziuliro, Maliva Maboloy et autres.

6. La Brasserie de vin : Le vin local que nous retrouvons couramment sur le marché de Butembo est obtenu par la fermentation du jus de prunes de cap ou du jus d'ananas avec le sucre. D'autres chercheurs, comme Trudo Mbusa Thasi ont déjà réussi à mettre sur pied des techniques permettant d'obtenir du vin par la fermentation de la patate douce, du café, du maïs, de la canne à sucre, des feuilles d'avocatier, de la papaye, du maracouja, etc. La gamme du vin est très diversifiée. Tous ces produits sont retrouvables dans le milieu local. Il faut seulement certains instruments de mesure (alcoolmètre, densimètre, ...) pour permettre de fabriquer le vin qui ne peut pas entraîner rapidement des troubles physiologiques (alcoolisme et autres maladies).

7. La fabrication des malles : cette activité est récente à Butembo. Elle n'a pas beaucoup d'influence. Mais les amateurs de cette activité produisent aussi des sceaux, des porte-cadenats, des verrous, des porte-bagages pour vélos, des capots pour vélos et motos, des brassières, ... à partir de la ferraille qu'on trouve en détruisant des voitures et camions usés. Ces derniers produits sont d'ailleurs plus durables que ceux importés actuellement ; sauf que la qualité n'est pas intéressante (au point de vue esthétique) à cause du manque de certains instruments de fabrication.

8. Les activités précitées ne sont pas exhaustives, il y a lieu de dénombrer beaucoup

<sup>15</sup> Sabani, K.O., *L'innovation artisanale et son incidence sur le développement socio-économique de Butembo*, TFC, UCG, Butembo, 1992 – 1993, p. 2, p. 25

d'autres potentialités économiques de l'artisanat qui peuvent être développées et servir de base à des industries embryonnaires :

- du cire d'abeilles + acide stéarique + mèche, pour fabriquer des bougies ;
- des fleurs pour fabriquer le parfum. Nous avons un climat et une terre favorable à la floriculture ;
- des cannes à sucre pour fabriquer le sucre et le vin des cannes. Les résidus peuvent être utilisés pour la production du champignon ou pour d'autres fins ;
- Argile + ciment ou argile + émail pour fabriquer des produits de la céramique (tasses, vases, plats, ...);
- Du sisal pour fabriquer des sacs ;
- Farine de blé + levure + sucre pour les biscuits ;
- Du bois pour fabriquer des emballages, du mobilier, des prothèses, construction des maisons en planche, des allumettes (avec du souffre) ;
- Des fruits + sucre pour la confiture ;
- De la chaux + du sel pour la soude caustique ;
- etc.

Nous avons montré l'évolution des activités commerciales de Butembo dans le temps et dans l'espace et avons confirmé qu'avec l'évolution constatée, il y a lieu de cheminer vers l'industrie. Nous avons aussi dénombré quelques activités à caractère artisanales qui peuvent ouvrir la voie à une base industrielle, mais des obstacles ne manquent pas.

#### d) Les obstacles à l'industrialisation.

##### 1° La guerre :

La guerre, c'est quelque chose qui n'est pas bonne pour la vie des hommes. C'est la source de la plupart des obstacles que nous aurons à signaler dans le présent travail. C'est l'élément primordial qui freine les initiatives des hommes d'affaires qui tentent d'investir dans l'industrie. Les usines et activités artisanales présentées ci-haut ont pris naissance avant 1996 ; mais après cette période avec l'avènement de la guerre, il n'y a plus de création d'usines ni d'activités artisanales remarquables. Le commerce qui finançait cette création d'usine n'est plus prospères.

##### 2° L'approvisionnement en énergie :

Le développement des entreprises existantes se heurte à la difficulté du manque d'énergie

électrique, qui est un élément de faiblesse important. Les besoins actuels sont satisfaits par des groupes électrogènes dont le fonctionnement dépend de la disponibilité en carburant. Ce carburant est importé, souvent il coûte cher et la carence freine la production pour certaines périodes. En ce qui concerne la compagnie des boissons du Kivu (CoBKi) que nous avons eu à consulter<sup>16</sup>, les deux groupes électrogènes de 150 KVA chacun consomment 1400 litres (soit 7 fûts de 200 litres) de gaz oil pour une production journalière. Vous trouvez que la situation est embarrassante lorsqu'il n'y a pas de carburant.

3° L'exiguïté du marché des produits fabriqués.

Il a été constaté que, dans notre milieu d'étude, il se pose un problème de petitesse du marché des produits fabriqués localement. L'étude du marché est d'actualité. Du côté des entreprises, le marketing ne dit pas encore grand chose. On ne sait pas encore amener les produits vers le client ou attirer celui-ci vers le produit. On produit et on s'arrête là. Les actions promotionnelles sont vraiment très minimales. Du côté de la population consommatrice, il se pose un problème de mentalité et d'information ; on veut consommer ce qui vient de loin et on néglige ce que l'on produit soi-même ; mais aussi un problème d'habitude (habitude alimentaire, habitude vestimentaire, ...). Quelques exemples peuvent nous être utiles :

- La Minoterie du Kivu (Minoki) installée à Lubero produit de la farine de froment. Cette farine n'est pas achetée ou préférée au même titre que la farine venant de Dubaï ou d'ailleurs pourtant elle produit du bon pain, selon les boulangers de Butembo.

- La compagnie des Boissons du Kivu (Cobki) produit des boissons sucrées. A Butembo, rares sont les ménages qui se donnent le luxe de budgétiser la consommation du sucré. Ceci n'entre pas dans les habitudes alimentaires. C'est ainsi qu'on a constaté que, par exemple de 1959 à 1989<sup>17</sup>, l'entreprise n'est pas arrivée à produire la moitié de sa capacité théorique installée en même temps que l'on constate l'existence des productions non vendues ou stockées. Petit à petit l'entreprise a commencé à produire sur commande de 1996 à nos jours parce que le pays et le milieu en particulier étant étouffé par la guerre dite de libération, la consommation du sucré a diminué très sensiblement car il n'est pas considéré comme un produit de base nécessaire pour la vie (la majorité de la population se bat donc seulement pour la survie).

4° L'absence de l'innovation.

<sup>16</sup> Sarata, P., *Tentative d'industrialisation en Zone de Lubero et ses principaux obstacles. Cas de la Cobki*, Mémoire, U.C.G., Butembo, T.F.C., U.C.G., 1994-1995, p. 37

<sup>17</sup> Sarata, P., *op. cit.*, p 18

Les activités industrielles auxquelles nous nous intéressons présentement, exigent des connaissances ou une formation technique et économique appropriées du personnel. On remarque qu'en fait dans notre milieu d'étude les hommes d'affaires commerçants qui peuvent mettre en jeu leurs capitaux pour financer des nouvelles initiatives se contentent seulement de l'achat et la revente des marchandises importées et ne songent pas à une autre façon de rentabiliser leurs fonds. Certains tout de même commencé à investir dans des activités à caractère industriel (voir liste substra). Mais étant donné que l'entreprise africaine continue à importer la quasi-totalité (même la totalité) de ses équipements, de ses méthodes de travail, ... Il y a toujours des difficultés ; on se fait livrer des « usines clés en mains » pour lesquelles il faut obligatoirement recourir à la source pour des techniciens, des petites pannes, des pièces de rechanges, ... De leurs côtés les intellectuels chercheurs du milieu qui pouvaient imaginer des nouvelles méthodes de travail, de nouvelles idées qui stimulent les possesseurs des capitaux, semblent s'endormir parce qu'ils n'ont pas de moyens pour réaliser leurs recherches. Ils ne sont pas encadrés. On ne peut pas faire la recherche pour la recherche, disent-ils, mais il faut faire une recherche avec objectifs.

En effet, la réalité observée c'est qu'il n'y a pas d'interaction ou de collaboration franche entre les hommes d'affaires et les intellectuels comme celle réalisée en Allemagne jadis (voir substra). Ceux-ci s'entraccusent mutuellement. Les premiers disent qu'ils préfèrent thésauriser leurs fonds ou les garder dans l'activité commerciale parce qu'ils n'ont pas de gens qui puissent leur donner des nouvelles idées et des gens sérieux, crédibles et capables de gérer des projets de grande envergure. Les seconds disent que beaucoup de projets pâtiennent parce que des études approfondies de faisabilité n'ont pas été réalisées. Nous pensons qu'avec l'existence de l'Université Catholique du Gabon, spécialement sa faculté des Sciences économiques, ce prétexte ne sera plus.

Par ailleurs et malgré tout, nous ne devons pas seulement nous attarder à l'innovation comme création d'une nouveauté selon que le définit Joseph Schumpeter<sup>18</sup> en disant que l'innovation est une idée, toute méthode ou tout matériel perçu comme nouveau par son unité d'adoption. Nous devons aussi tenir compte de l'innovation comme une « imitation créatrice » selon que le définit François Perroux<sup>19</sup>. On doit remarquer, dans l'histoire du Japon (voir substrat) qui est une puissance industrielle aujourd'hui, qu'il a commencé à imiter ce qui se

faisait en Occident ; et c'est en maîtrisant les fonctionnement des petites industries de substitution que les dirigeants, les ouvriers, les chercheurs ont amélioré leurs qualifications et ont commencé à imaginer des technologies appropriées. Dans le milieu d'action, même l'imitation pose problème, et lorsqu'on réussit à le faire on fait une imitation servile avec tout le risque de se faire livrer des unités de production clés en mains comme nous l'avons souligné.

##### 5° L'instabilité monétaire.

Les fréquentes dévaluations de la monnaie, les inflations galopantes et les conflits de tout genre ont des effets immédiats sur les économies et n'ont pas cessé de nous enliser dans des situations pénibles. On ne sait pas investir en industrie alors que la situation socio-économique ballote ou est instable car on risque de perdre ses fonds. Cependant, cela n'est pas la raison pour que les entreprises existantes ferment les portes. Elles doivent pouvoir s'adapter à toutes les situations surtout que celles-ci ne sont pas éternelles.

##### 6° Le manque d'organisation.

Les échecs de l'intégration industrielle sont souvent dus au fait que certaines solutions proposées, dans ce domaine dans notre milieu, ne sont pas à la hauteur du système d'intégration ou que les études approfondies des projets faisaient défaut.

La difficulté la plus manifeste dans les organisations est la qualité de management utilisé. La formation en la matière est un aspect fondamental.

Etant donné que l'investissement en industrie demande des fonds considérables, les hommes d'affaires commerçants doivent apprendre à se souder, à s'associer et à s'organiser tout naturellement pour être plus fort et plus puissant. C'est vraiment une difficulté que l'on connaît dans le milieu : c'est aussi un aspect de manque d'innovation ou d'initiatives. Nous avons constaté, dans nos investigations, que les hommes d'affaires Yira ne savent pas se soutenir mutuellement ; ils entretiennent un individualisme à outrance. On préfère, entreprendre ce que l'autre a déjà commencé, jouer sur le terrain que l'autre a déjà déblayé dans le but de gagner plus vite que lui et de le ruiner plus tard. C'est un défaut préjudiciable non seulement pour les individus en particulier mais aussi et surtout pour le milieu local et national en général.

##### 7° Le rôle de l'Etat :

La situation de crise permanente, de guerre, dans laquelle notre pays et a fortiori notre économie sont plongés, interpelle l'Etat de manière immédiate afin que ce dernier joue le rôle qu'on lui reconnaît. En effet, le manque d'infrastructure, qui est

<sup>18</sup> Creton, L., « Les stratégies d'innovation progressives » in *La revue française de Gestion*, n°32, septembre-octobre 1984, pp. 6-16

<sup>19</sup> Perroux, F., *Industrie et création collective*, t.1, P.U.F., 1964, p. 162

l'apanage de l'Etat, n'offre pas un cadre nécessaire et satisfaisant au développement industriel.

Les difficultés que nous venons de présenter ici, dénotent de l'analyse d'une expérience d'industrialisation. Avec elles, on ne peut pas prétendre épuiser l'étude mais l'essentiel c'est que nos hypothèses de base se trouvent confirmées en elles. On peut découvrir d'autres obstacles si on entreprend une analyse de chaque type d'industrie. C'est pourquoi nous jugeons impérieux de présenter certains préalables à l'industrialisation en territoire de Lubero pour nous compléter valablement.

#### 4. Les préalables à l'industrialisation.

L'environnement régional peut subir des transformations structurelles durables avec l'intégration des industries. C'est de l'analyse des modifications de l'environnement qu'il faut partir pour réfléchir correctement sur la finalité des industries et sur les systèmes de valeur qui pourraient les animer.

Préalablement, la recherche sur l'utilisation des ressources doit s'accompagner d'une politique d'étude des meilleures combinaisons possibles dans le futur. C'est pourquoi tout au long de cette partie, nous allons présenter quelques aspects fondamentaux préalables.

##### 1° L'identification des besoins humains.

Elle dépend de la nature humaine de la population cible et ses aspirations. Les entreprises devraient être incitées à développer leurs actions dans le sens où il faut construire une industrie qui correspond aux convictions et aux besoins vitaux de la population sous tous ses aspects techniques, économiques et humains. Aussi, l'outil industriel doit être adapté aux conditions de travail et aux caractéristiques de la population : évolution culturelle, niveau d'instruction, habitudes alimentaires et vestimentaires, ... Des études beaucoup plus précises peuvent aussi être faites en fonction des données démographiques : âges, familles, ...

Après avoir identifié les besoins réels de la population cible, on peut voir déjà quel genre d'industrie est valable pour le milieu puis entamer l'étude des potentialités en fin l'étude de factibilité.

##### 2° Les avantages comparatifs ou coûts comparatifs.

La performance ou le succès d'une unité de production dépend moins de ses terrains, de ses bâtiments, de ses installations que de l'attitude de différents acteurs qui la conduisent. En effet, la stratégie industrielle peut être fixée selon plusieurs

facteurs : selon les avantages comparatifs dont on dispose en terme de coûts des facteurs de production (coût de la main d'œuvre, existence du capital, disponibilité des matières premières, ...<sup>20</sup> et de la facilité d'écoulement les outputs (compétitivité du produit, existence d'un marché, ...)

##### 3° Le financement de l'industrie.

Il est un aspect qui constitue un goulot d'étranglement à des investisseurs. Le manque des capitaux constitue aussi l'une des causes du sous-développement. Les pays dits sous développés manquent-ils vraiment des capitaux ? Nous pensons qu'en réalité non. Il ne faut pas se tromper de croire que le développement d'une activité industrielle est d'abord une affaire d'argent venant de je ne sais où ; il est essentiellement fait de marché et de produit. C'est le bon produit qui fait l'argent. Nous avons bien souligné qu'il est inutile de nous compliquer en pensant que tout doit venir de l'Occident. Commençons avec nos propres efforts avant de penser à l'aide étrangère. Le financement de l'industrie chez nous doit d'abord prendre comme base l'épargne interne, les investissements privés internes. Pour les entreprises qui émergent déjà, l'existence d'une rentabilité satisfaisante est la condition préalable sans laquelle rien n'est possible<sup>21</sup>.

Par ailleurs, on ne doit pas perdre de vue que la politique industrielle est de l'apanage de l'Etat. Ce dernier doit appuyer les initiatives industrielles en facilitant l'accès aux crédits en jouant un rôle éducatif sur l'ensemble de la population, en protégeant ces initiatives contre l'envahissement étranger, sans quoi elles seront étouffées.

##### 4° Les innovations :

Comme beaucoup de gens le pensent, l'innovation n'est pas seulement technologique. Elle concerne, en fait, tous les autres domaines de l'économie. On trouve des innovations, par exemple, dans le domaine financier, du transport, de l'infrastructure, de l'information, du management, de l'énergie, ...

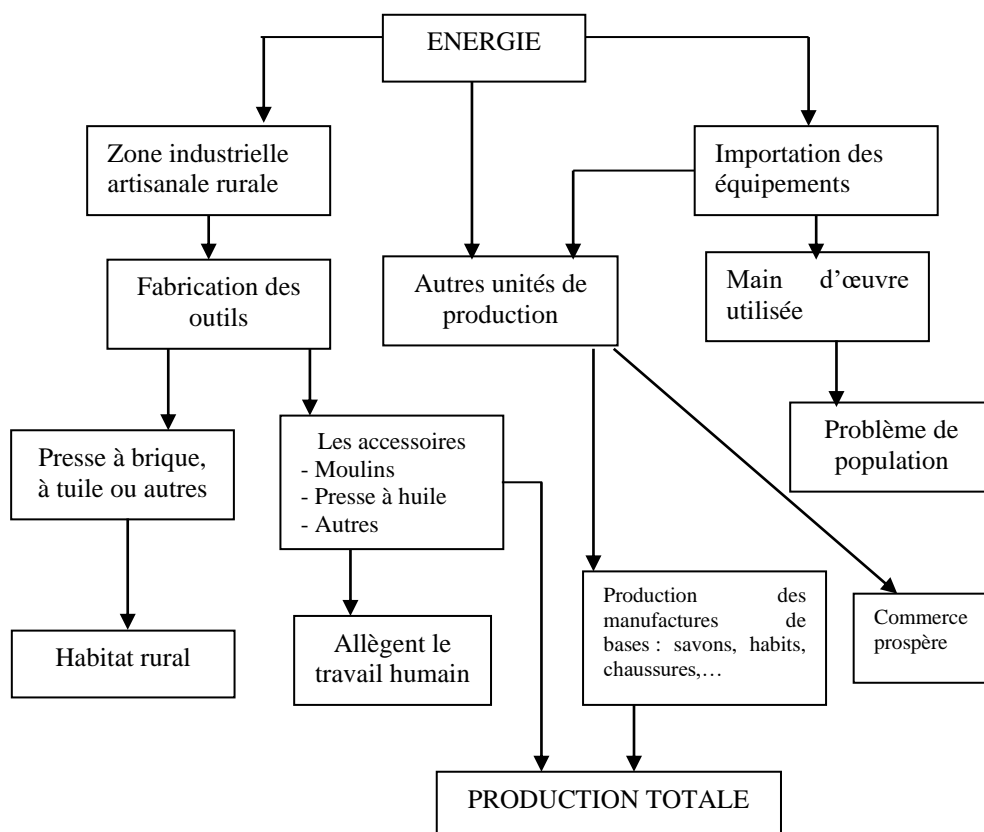
L'innovation dans le domaine de l'énergie, par exemple, peut susciter beaucoup d'autres innovations<sup>22</sup>; c'est-à-dire elle peut avoir des conséquences favorables sur la vie économique et sociale dans son ensemble. Le schéma ci-après nous l'explique  
davantage :

<sup>20</sup> Stoffaes, Ch., *op. cit.* 1978, p. 36

<sup>21</sup> XXX, *L'industrie : Préparation du VIIIème Plan 1981 – 1985*, éd. De la Documentation française, Paris, 1980. p. 119.

<sup>22</sup> Mafikiri, T., 1996, *Innovation pour un développement local : quelle innovation pour quel développement ? Acte du Colloque sur l'autopromotion paysanne et la dynamique du développement*, U.C.G., Janvier 1996 .

L'innovation dans le domaine de l'énergie.



D'une part, l'existence de l'énergie favorise l'importation des biens d'équipement. Ceux-ci permettent la création d'une mosaïque d'unités de production qui permettront de résoudre certains problèmes de la population, notamment ceux de la main d'œuvre et la fabrication locale de certains produits de base : savons, habits, chaussures, cosmétiques, conserves, ... Enfin, le commerce va aussi évoluer avec les différentes unités de production.

D'autre part, l'existence de l'énergie rend opérationnelle une zone qui a des aspirations industrielles et artisanales comme la nôtre. Ici on peut fabriquer certains outils de base (qu'on a déjà commencé à fabriquer à partir des groupes électrogènes) pour l'habitat (presse à brique, à tuile, ...) pour l'agriculture (houes, machettes, râpeaux, ...), et d'autres outils (moulins, presse à huile, décortiqueuse, café, riz, ...) ce qui facilite le travail de l'homme.

Par ailleurs, comme les ressources financières constituent un goulot d'étranglement pour des entreprises voulant acquérir une technique moderne, il serait souhaitable de créer des structures qui faciliteraient l'imitation des technologies avancées selon qui définit François Perroux,

« l'innovation comme une imitation créatrice » ce qui permettra de perfectionner une technologie la mieux adaptée aux besoins réels, aux compromis entre le souhaitable et le possible, à la tradition sociologique, culturelle du peuple.

Dans notre milieu d'investigation, nous trouvons plusieurs activités artisanales <sup>23</sup>. Un stade technologique artisanal peut être nécessaire, pas dans le sens de l'artisanat traditionnel individuel ne faisant pas appel aux techniques modernes. Mais dans un type d'artisanat regroupant de petites industries correctement outillées, disposant d'équipes ouvrières axées sur les besoins de la structure industrielle.

##### 5° Le marché.

L'étude du marché semble être primordiale dans la décision d'investir. Créer une entreprise pour fabriquer un produit sans se rassurer du besoin ressenti par la population ou d'une demande potentielle, serait une utopie et un échec.

A partir du moment où l'on reconnaît que la dynamique de l'entreprise part du marché et non de l'atelier de production, il y aura une amélioration de

<sup>23</sup> Sabani, K.O., *op. cit.*, p. 2

la rentabilité. Il importe que la personne choisie pour diriger la fonction commerciale ait la capacité requise et la confiance du chef de l'entreprise.

Trop souvent l'entreprise conçoit le produit comme une fin en soi, sans évaluer préalablement les modalités de commercialisation, de diffusion par rapport aux besoins du marché<sup>24</sup>.

En général on a remarqué que les échecs des entreprises sont dus, pour la plupart du temps, à une mauvaise gestion. Ce qu'il faut donc envisager, c'est de voir comment obtenir une demande permanente et comment satisfaire sans fournir des grands efforts.

#### 6° Les ressources humaines.

Une réflexion s'impose pour faire face aux risques de sous-emploi de la main d'œuvre disponible. Cependant un des problèmes les plus difficiles que nous connaissons dans notre milieu est sans doute celui du manque d'une main d'œuvre qualifiée. On retrouve là l'impératif de la formation qui constitue la seule réponse à cette question. Avec l'avènement de l'Université Catholique du Graben à Butembo, nous sommes certains que le milieu pourra se doter des cadres de direction qui permettront de résoudre plus ou moins partiellement le problème.

#### 7° Le rôle de la recherche scientifique.

Une des caractéristiques qui a permis à l'Allemagne de prendre un élan considérable, entre 1870 et 1914, c'était l'osmose entre la recherche scientifique et l'organisation industrielle d'une part, et le système commercial et bancaire d'autre part. Dans notre milieu d'investigation, beaucoup de projets d'investissement n'aboutissent pas à des résultats concluant parce qu'une étude approfondie de factibilité n'a pas été réalisée mais aussi parce qu'il y a un problème d'organisation personnelle des dirigeants, c'est-à-dire la qualité de management utilisée. Il faut donc une recherche appropriée (recherche-développement). Les hommes d'affaires du milieu ont donc intérêt à collaborer avec l'Université locale pour les aider à résoudre quelques cas particuliers.

#### 8° L'organisation.

Le réseau d'investissements industriels demande une certaine souplesse aux mutations de l'environnement en s'engageant dans le choix des stratégies offensives. Il faut un certain consensus social qui doit constituer la quasi-unanimité des syndicats, des patronats et des structures politiques.

Investir dans l'industrie exige un certain effort de développement des sources d'informations économiques et techniques qui lui est destiné, mais aussi la multiplication des conseils expérimentés qui seront adaptés à l'implantation locale.

Les entreprises doivent disposer d'un certain modèle socio-technico-économique. Il leur appartient de définir leur développement et l'évolution de leur organisation à partir de leurs propres spécificités. C'est ainsi que dans la stimulation du tissu industriel, la libération des initiatives étouffées des cadres et des ouvriers dynamiques est un facteur clé du redéploiement.

La réussite s'acquiert en recherchant à obtenir des structures dont l'efficacité est la plus grande possible ; c'est-à-dire en essayant de réduire au minimum possible les coûts, en n'immobilisant pas les capitaux, en n'employant pas, par exemple une technique plus sophistiquée et coûteuse là où un procédé plus rustique mais aussi plus économique serait suffisant, ... Tout ceci résume la recherche du profit comme critère de gestion saine.

Le milieu dans lequel s'enracine nos investigations est caractérisé par un peuple dynamique, courageux et une nature particulièrement riche. Cela peut stimuler à l'industrie une certaine option à la réussite. En effet, même s'il est souvent dangereux d'introduire des données culturelles d'un milieu dans le modèle d'analyse économique d'un autre milieu, on peut adopter et stimuler un exemple de la tradition japonaise où l'attachement de l'employé à l'entreprise se traduit par un dévouement exceptionnel et une fidélité quasi-féodale qui est moins individualiste et laisse davantage place aux relations de groupe<sup>24</sup>.

Enfin, pour que l'investissement dans le domaine industriel produit les effets attendus, il faut d'abord cerner la conception que l'homme se fait de son travail, voir comment mobiliser toutes les ressources et les énergies tant physique que morale c'est-à-dire cultiver le sens de la responsabilité, puis punir ou réprimer les moindres faiblesses à la manière de la révolution industrielle au 18<sup>ème</sup> siècle en Europe.

#### 9. L'intervention de l'Etat.

La politique industrielle se conçoit comme étant une composante de la politique de développement en général. Elle doit s'appuyer sur un minimum d'infrastructures matérielles, humaines et sociales. Elle doit également tenir compte des richesses du sol, du sous-sol ainsi que des conditions climatiques et spatiales.

<sup>24</sup> Loiseau, B. et Dupont Ch., « Facteurs de succès et d'échec dans les P.M.E. », in *La Revue Française de Gestion*, n°32, Septembre – Octobre 1982, p. 19.

<sup>24</sup> Stoffaës, Ch., *op. cit.*, p. 135

L'Etat intervient dans la vie industrielle pour tout ce qui constitue le milieu environnant. Il est à la fois producteur, acheteur des biens et des services et responsable de la réglementation juridique ou du Code institutionnel dans lequel se meut l'entreprise (fiscalité, emplois, dispositions concernant les crédits, ...)

En effet, l'Etat doit accorder une attention particulière à l'industrie car l'avenir du pays en dépend. Toutefois, dans notre milieu d'investigation une question majeure se pose, c'est celle de savoir si nous sommes capables de créer nos propres industries ou de fabriquer nos propres usines. La réponse est négative, dans le temps qui court où la turbulence, l'irresponsabilité et l'individualisme battent leur son plein, nous ne sommes pas capable de fabriquer nos propres usines; nous ne sommes donc pas à ce niveau. Ce qu'il faut faire d'emblée, c'est de produire sous licence (ou d'imiter) au lieu de ne rien produire et de tout importer<sup>25</sup> Le développement régional appelle donc l'attention de l'Etat pour constituer un levier essentiel de la politique industrielle permettant d'atteindre les objectifs économiques à tous les stades.

### Conclusion générale.

Pour finir, nous devons savoir que l'industrie joue un rôle important dans le développement économique à long terme. C'est l'un des terrains les plus propices à la formation professionnelle, un important moteur de changement, de diversification des structures un atout qui rend moins tributaire des forces extérieures. En outre l'industrie crée des emplois, des devises et une épargne intérieure<sup>26</sup>. En plus des préoccupations précitées, on voit généralement en l'industrie une condition de l'indépendance économique. Au lieu d'importer des produits fabriqués ailleurs, on les fabrique soi-même et on les exporte autrement dit on participe au commerce international, on accumule le capital qui constitue l'assise d'une croissance autonome et de l'enrichissement national.

En fait, le problème du développement industriel se pose dans tous les pays qu'ils soient développés ou en développement mais ceci selon des aspects très divers. Les pays développés ont besoin d'une politique industrielle défensive c'est-à-dire faire tout pour essayer de maintenir cette situation ou faire plus pour essayer de se tailler d'autres marchés. Les pays en développement ont besoin d'une politique d'industrialisation offensive c'est-à-dire à

la recherche des stratégies adaptées aux mutations de l'environnement en essayant de mener des actions pour gagner tous les aspects ou la plupart des aspects de la vie économique.

Cependant, dans les pays en développement, investir dans l'industrie c'est vraiment une nécessité car si l'on regarde l'évolution économique des pays déjà industrialisés, c'est par l'industrie qu'ils ont connu un développement solide pour qu'ils arrivent à adopter aujourd'hui une attitude défensive. Investir dans l'industrie c'est un choix qu'on ne peut pas faire par plaisir; le capital investi est récupéré après plusieurs années c'est-à-dire qu'ici le profit est lent. Mais nous pensons que cette façon de rentabiliser son argent est aussi la mieux indiquée parce qu'ici on peut garder son argent pendant plus d'un siècle si la rentabilité reste toujours satisfaisante.

Quant à savoir quel modèle nous pouvons adopter pour le développement économique de la région en particulier et de notre pays en général; s'il faut se référer uniquement aux différents modèles présentés dans la première partie de ce travail, il serait peut-être pratiquement difficile d'apporter une solution satisfaisante à cette préoccupation étant donné que le développement économique ne peut jamais être calqué sur un modèle quelconque car il est fonction des affinités, de la tradition, de la culture et du dynamisme d'un peuple. On ne peut pas, par exemple, affirmer qu'une entreprise qui a eu du succès en Ouganda en aura du succès au Congo, en Angola, en Afrique du Sud, en Tanzanie ou en Egypte, ... Les données économiques sont très différentes.

En effet, il n'est pas interdit de se référer à ce qui a déjà été fait ailleurs afin de s'en servir comme tremplin pour se lancer. C'est dans ce dernier contexte que notre point de vue se pencherait en grande partie sur le modèle japonais où :

- on utilise d'abord des efforts internes;
- c'est seulement lorsqu'on se heurte à un problème difficile à résoudre à l'intérieur du pays qu'on fait recours à des techniciens étrangers;
- on envoie des gens bien choisis en mission d'étude dans d'autres pays pour s'instruire sur des techniques nouvelles, techniques que ces gens doivent utiliser au maximum jusqu'à en inventer d'autres.

Dans nos pays sous-développés, les gens étudient dans tel domaine précis mais veulent travailler n'importe où ils trouveront du boulot, parce qu'ils n'ont pas des missions leur confiées. On trouvera alors des ingénieurs, des hommes de différentes qualifications qui sont là ne sachant pas par où commencer parce qu'ils n'envisagent aucun projet personnel. Le cas est tout autre dans le modèle japonais. Si vous avez étudié dans tel domaine que vous avez choisi vous-même ou dans lequel vous

<sup>25</sup> O.U.A, *Rapport 1980*, p. 15

<sup>26</sup> Banque Mondiale (Rapport Berg), *Le développement accéléré au Sud du Sahara. Programme indicatif d'actions.*, Washington D.C., 1981, p. 109.

avez été orienté, vous devez accomplir la mission pour laquelle vous avez étudié en essayant d'inventer du nouveau dans votre domaine dans la mesure de vos possibilités. Vous devez maximiser vos connaissances au profit du peuple qui vous entoure.

- On fait tout pour minimiser l'écart entre la ville et la campagne en dispersant les petites entreprises dans les localités reculées, ce qui permet une diffusion des besoins et quand ces besoins augmentent il faut les satisfaire en produisant ; et lorsque les besoins locaux sont satisfaits, on peut exporter le surplus de la production qui permettra une accumulation des capitaux, capitaux qui seront réinvestis dans l'économie.

- On a un consensus social qui permet aux ouvriers et aux patrons d'apporter chacun son savoir-faire dans les limites de ses fonctions en considérant l'entreprise comme une famille.

Pour finir, la recommandation formulée dans notre travail consiste à inculquer aux hommes d'affaires, aux possesseurs des capitaux, aux décideurs progressistes, la mentalité de vouloir investir en industrie lorsqu'il est favorable de le faire. Aux autorités publiques, l'encadrement de l'industrie locale est l'un des aspects de l'indépendance économique. On ne peut pas continuer à importer tout, tout en ayant les ressources en abondance.

### Référence bibliographique.

1. Bongo-Bongo, « Déséquilibre structurel de l'industrialisation du Zaïre », in *Cahiers Economiques et sociaux/IREC*, Vol XXII, n°1-2, de Janv.-Juin 1984.
2. Castro, J., *Le livre noir de la faim*, éd. L'Harmattan, Paris, 1985.
3. Creton, L., « Les stratégies d'innovation progressives », in *La Revue Française de Gestion*, n° 32, de Septembre – octobre 1982.
4. De Solages, O., *Réussite et déconvenues du développement dans le Tiers-Monde*, L'Harmattan, Paris, 1992.
5. Etrillard, G. et Sureau, F., *A l'Est du monde*, Ed. Fayard, Paris, 1983
6. Ferroux, F., *Industrie et création collective*, t.1, P.U.F., Paris 1964.
7. François, A., « Un cas d'industrialisation dépendante, Le Brésil » dans la *Semi-industrialisation : Cahier IREP – développement*, Brasilia, 1981.
8. Kambalume, K.M., *Histoire du centre de Butembo :1949 – 1958*, Mémoire, Unaza, Lubumbashi, 1972 – 1973.
9. Kasay, K.L.L., *Dynamisme démo-géographique et mise en valeur de l'espace de l'espace en milieu équatorial d'altitude : Cas du pays Nande au Kivu septentrional*, thèse de doctorat, Université de Lubumbashi, Zaire,
10. Loiseau, B. et Dupont, H., « Facteurs de succès et d'échec dans les P.M.E. », in *La Revue Française de Gestion*, n°32, de Septembre – octobre 1982.
11. Mafikiri, T., *Innovation pour un développement local : quelle innovation pour quel développement ? Acte du Colloque sur l'autopromotion paysanne et la dynamique du développement*, U.C.G., Janvier 1996.
12. Michalet, C.A., *La séduction des nations ou comment attirer les investisseurs*, Economica, Paris, 2000.
13. Muheme, G.B., *Eléments de la planification et de prévision économiques*, cours, édition pédagogique, UCG, Butembo, Septembre 2001.
14. Ndale, S., *Fondements et limites de l'essor commercial de la cité de Butembo, mémoire*, U.C.G., Butembo, 1994 – 1995.
15. Philip, A., *Histoire des faits économiques et sociaux*, éd. Aubier, Paris 1963.
16. Rostow, W.W., *Les étapes de la croissance économique*, éd. Du Seuil, Paris, 1960
17. Sabani, K.O., *L'innovation artisanale et son incidence sur le développement socio-économique de Butembo*, TFC, UCG, Butembo, 1992-1993.
18. Sarata, P., *Tentative d'industrialisation en Zone de Lubero et ses principaux obstacles. Cas de la Cobki*, Mémoire, U.C.G., Butembo, 1994 – 1995
19. Stoffaes, Ch., *La grande menace industrielle*, éd. Calman-Levy, Paris 1978
20. XXX, « L'économie sud-coréenne vers la prospérité » in *Le monde diplomatique*, Août 1976.
21. XXX, Banque Mondiale (Rapport Berg) : *Le développement accéléré au Sud du Sahara. Programme indicatif d'actions*, Washington D.C., 1981.
22. XXX, Banque Mondiale : *Rapport de développement*, 1980
23. XXX, Banque mondiale : *Rapport de développement*, 1983

24. XXX, *Banque mondiale : Rapport final 1987*.
25. XXX, *Bible* : 2 Thésalonicien 3 : 10<sup>b</sup>- 13
26. XXX, *L'industrie : Préparation du VIII<sup>ème</sup> Plan 1981 – 1985*, éd. De la Documentation française, Paris, 1980.